

## A PROPOS DE LA PUBLICATION D'UN TEXTE DE "BILAN".

Le texte que nous publions ici est paru dans le N°10 de la revue "Bilan", en 1934.

"Bilan" était l'organe théorique de la Fraction de gauche du Parti Communiste d'Italie (PCd'I) en langue française.

La fraction fut formée à Pantin, en banlieue parisienne, après la défaite de la Gauche dans le PCd'I au congrès de Lyon en 1926. Composée d'une centaine de militants immigrés en France et en Belgique essentiellement, la Fraction se présente comme une continuatrice de l'œuvre de la Gauche italienne.

"Les thèses de Rome (répudiées par les centristes), et la plate-forme serviront de documents de base pour la formation de la fraction italienne à Pantin".

**("La vie des fractions de la gauche communiste internationale. Octobre. N°1 Février 1938).**

"Nous revendiquant du Manifeste Communiste, des thèses du II° congrès de l'IC, des thèses de Rome, des thèses de la conférence nationale du PCd'I, des thèses présentées par Bordiga au V° congrès mondial, des thèses présentées par la Gauche au congrès de Lille de la SFIC et de tous les écrits du camarade Bordiga."

**(Résolution de la conférence de Pantin. Prometeo N°1 Mai 1928)**

Outre ses propres travaux, la fraction publiait dans Bilan des textes de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique (LCI) et de la Gauche Hollandaise. Le texte que nous publions aujourd'hui était signé du nom de "Mitchell", qui appartenait à la LCI de Belgique. Consacré aux fondements économiques de la "décadence" du mode de production capitaliste, ce texte va devenir en quelque sorte le fondement théorique des nouvelles positions politiques de la Fraction italienne au cours des années 30.

"En 1935, le congrès de la Fraction italienne qui se tenait après la trahison ouverte du centrisme (laquelle suivait la mort définitive de l'IC et l'entrée de la Russie dans la SDN), transformait celle-ci, et de Fraction du parti communiste italien, elle devenait la fraction du parti que les éruptions révolutionnaires permettrait de fonder. Cette transformation avait lieu au moment où l'impérialisme italien déclarait la guerre en Abyssinie et le congrès se concentrait autour des problèmes de la transformation de la fraction en parti que la trahison du centrisme et l'ouverture de la phase des guerres impérialistes posait impérieusement."

**("La vie des fractions de la gauche communiste internationale. Octobre. N°1 Février 1938).**

La fraction avait établi, à la fin de 1932, une "communauté de travail" avec la LCI. Avec les événements d'Espagne, une minorité quitta la fraction, et une minorité de la LCI belge la rejoignit, dont notamment Mitchell, également surnommé "Jehan".

Sur l'origine de la LCI, d'après la fraction :

"On sait que le parti communiste belge fut créé par la jeunesse socialiste qui, à l'appel de la révolution russe, quitta le POB. Sa constitution ne fut pas précédée d'événements sociaux en Belgique (...) Très vite le jeune noyau communiste fut étouffé par une fusion imposée par l'Internationale avec le groupe de la gauche socialiste de Jacquematte. Néanmoins, en 1928, la majorité du parti passait à l'opposition, et après la scission d'Anvers, cette dernière avait derrière elle tous les militants d'avant-garde du mouvement ouvrier belge (...) (l'opposition belge) se scinda en deux tronçons dont l'un, (la fédération de Charleroi), créait le groupe trotskyste officiel qui allait finir dans le POB, pour en sortir avec des éléments de la gauche et constituer le parti socialiste révolutionnaire ; et dont l'autre allait donner naissance à la Ligue des Communistes internationalistes de Belgique, qui végéta sur elle-même jusqu'en 1932."

(idem p.108/109).

La minorité de la LCI constitua la Fraction belge à côté de la Fraction italienne de la Gauche Communiste Internationale et publia un organe mensuel : communisme. L'importance du texte de Mitchell pour l'évolution politique de la fraction italienne vers des positions qui rompaient sur beaucoup de points avec Lénine et Bordiga, donc vers une certaine rupture avec la gauche italienne des années 20 est soulignée dans la brochure publiée par le CCI : "La Gauche communiste d'Italie", un des rares travaux théoriques notables fournis par cette secte activiste.

"C'est Mitchell et la fraction belge qui vont développer, en les reprenant, les théories "luxemburgistes" qui étaient défendues plus intuitivement qu'en profondeur par la fraction italienne. Les contributions de Mitchell seront décisives et s'exprimeront dans "Bilan" dans une suite d'articles intitulés "Crises et cycles dans l'économie du capitalisme agonisant" (N°10 et 11 Août et Septembre 1934). La brochure qu'il publia en 1936 au nom de la LCI. "Le problème de la guerre" développait les implications politiques de cette analyse." (p.114)

Le texte que nous présentons, et dont nous venons de situer le contexte historique, montre aussi la régression du mouvement communiste sur le plan théorique, peu de temps après que la contre-révolution ait été consommée. Il faudra attendre le retour de Bordiga, après un long silence (qui n'a d'ailleurs reçu que très peu d'explications), à la suite de la seconde guerre mondiale pour que l'on assiste à un réarmement théorique du mouvement et sa réappropriation partielle du programme communiste. Cet effort théorique n'empêcha pas pour autant l'effondrement opportuniste de la gauche communiste d'Italie. Quant à son histoire, ne serait-ce que l'histoire de ses positions, elle montre que, de Bilan à la constitution du PCI en 1943, la Gauche n'a pas eu le cours aussi rectiligne et "monolithique" que celui que l'on s'efforce parfois de présenter. D'une manière générale, les groupes issus de la Gauche d'Italie (divers PCI, et le PC Internationaliste à l'origine) passent sous silence l'existence de la fraction et n'en revendiquent pas l'existence.

Il est par ailleurs beaucoup plus étrange que le CCI qui se revendique des fractions de la Gauche communiste internationale n'ait jamais republié le texte de Mitchell, alors que dans la brochure citée ci-dessus, il souligne son importance "décisive" ! C'est que, si le texte de Mitchell est en recul même vis-à-vis de Rosa Luxemburg, le CCI lui, est nettement en-dessous de Mitchell quand à la valeur théorique de ses positions décadencistes.

D'un point de vue théorique général, les positions de Bilan, comme celles du CCI ou de la FECCI aujourd'hui reposent sur les théories développées par Rosa Luxemburg dans son ouvrage "L'accumulation du capital". La réfutation des positions de Rosa Luxemburg suffit donc à la réfutation des conceptions de Bilan et successeurs. De même, les bases du raisonnement étant sapées, il est inutile de s'appesantir sur les conséquences politiques que l'on tire de telles prémices. Même si elles étaient justes (dans la plupart des cas elles sont d'ailleurs tout aussi erronées) elles demeurent sans fondement et la démonstration de leur validité éventuelle reste entièrement à faire.

En suivant cette méthode, CouC a entrepris, pendant plusieurs numéros (8, 12, 14, 17, 22, de Communisme ou Civilisation et 1 de la Revue Internationale du Mouvement Communiste RIMC) la critique scientifique (c'est-à-dire en se plaçant du point de vue de Marx) systématique des théories de Rosa Luxemburg. Nous avons successivement démontré les insuffisances méthodologiques de Rosa Luxemburg, puis montré en quoi

sa théorie de la réalisation ne restituait pas la totalité de la théorie de Marx, pour retomber dans une des nombreuses variantes de l'école sous-consommationniste. Enfin reprenant certains aspects annexes de ses théories (reproduction de la matière monétaire, accumulation et militarisme, disproportion dans les schémas) nous avons établi la supériorité de l'analyse de Marx tout en récusant ses faux-amis. Le lecteur trouvera donc là, une critique en règle des fondements théoriques de Bilan, Sternberg, du CCI, de la FECCI, etc.

Pourquoi publier un tel texte ? Tout d'abord pour son intérêt documentaire. Bilan fait partie de l'histoire du mouvement communiste. Il est hautement revendiqué par le CCI et dérivés alors que la connaissance de ses positions reste fragmentaire. A défaut d'apporter une meilleure connaissance positive de la théorie révolutionnaire, il permet d'édifier le lecteur sur les faiblesses du mouvement de cette époque, et a fortiori sur la nullité du mouvement actuel.

Un tel texte permet aussi de bien évaluer, à 60 ans de distance, alors que les conditions historiques ont été profondément modifiées (le texte est écrit alors que les effets de la crise de 1929 frappent l'Europe), le discours de secte sclérosée, artificiel à l'extrême, imperméable à toute analyse sérieuse, que développe le CCI notamment. Il est, de ce point de vue, intéressant de souligner les différences entre Bilan et le CCI. Les fondements théoriques, l'analyse de Rosa Luxemburg, de Bilan, nous l'avons déjà dit, ont été réfutés par ailleurs. Ce qui nous intéresse ici, c'est l'adaptation spécifique que Bilan fait de cette théorie. Le CCI a sur le fond la même approche, aux différences près que nous allons relever. Peut-être faut-il chercher dans ces écarts la faible diffusion des écrits de Bilan de la part du CCI. Si le fondement général tourne le dos au socialisme scientifique, l'adaptation en est particulièrement vulgaire. A la décharge de Bilan, on peut dire que la faiblesse de la croissance de l'accumulation capitaliste dans les années suivant la crise de 1929 pouvait donner un semblant de vérité à ses positions. Soutenir le même discours 60 ans plus tard, alors que l'accumulation du capital, le commerce mondial, ont atteint des sommets et des taux de croissance inégalés dans l'histoire, relève de la pathologie.

En 1972, Révolution Internationale écrivait :

"(...) la crise qui s'annonce est bien du type de celles qui ont plongé le monde du XXème siècle dans les plus grandes catastrophes et barbaries de son histoire. Ce n'est pas une crise de croissance comme celles du siècle dernier mais une crise de l'agonie.

Sans vouloir faire de pronostics sur le délai, on peut donc tracer ainsi les perspectives du monde capitaliste :

- ralentissement massif des échanges internationaux ;
- guerres commerciales entre les différents pays ;
- mise en place de mesures protectionnistes, et éclatement des unions douanières (CEE, etc.) ;
- retour à l'autarcie ;
- chute de la production ;
- augmentation massive du chômage ;
- baisse des salaires réels des travailleurs"

(Révolution Internationale "Ancienne série n°7, mars-avril 72)

Dans les vingt dernières années, le mode de production capitaliste a connu 3 crises, selon un cycle d'environ 6 ans, 1974-1975, 1980-1982, 1990-1991 (précédé d'une crise financière en 1987), qui ne sont ni des crises de croissance, ni des crises de l'agonie, mais, au XIXème siècle comme au XXème siècle, des **crises de surproduction**. Ces crises, hier comme aujourd'hui, ont reçu un cadre d'explication scientifique cohérent avec la théorie de Marx qu'il s'agit de restaurer, et à notre modeste échelle c'est cette volonté qui

nous a permis d'anticiper avec plus ou moins de bonheur (cf notre éditorial sur la crise dans ce numéro) le retour de ces crises.

Selon "L'an 200 de la révolution industrielle", numéro spécial de l'Expansion d'octobre 1982, l'indice du commerce mondial était de 10 environ en 1850 pour atteindre 100 en 1913. A la sortie de la seconde guerre mondiale il était sensiblement au même niveau pour atteindre l'indice 905 en 1980. Le commerce mondial a donc décuplé en plus de 60 ans (1850-1913) et il a été multiplié par 9 en 35 ans (1945-1980). Dans les années 1980(1) qui vont voir le taux moyen de croissance se relever au cours du cycle, pour la première fois depuis 1945 (en effet jusque là on a assisté à une baisse régulière du taux de croissance moyen - c'est une autre façon de constater que la baisse du taux de profit n'est que tendancielle), le commerce mondial augmente de 70% environ (cf le tableau du GATT sur la croissance du commerce mondial, Le Monde du 10 mars 1992). En supposant le raccordement possible on obtient donc un indice de plus de 1500 en 1991. En 45 ans environ, le commerce mondial a été multiplié par 15. Même en considérant l'ensemble de la période 1913-1991, nous obtenons un taux de croissance moyen très proche de celui de la période 1850-1913. Bien loin de se ralentir, en pleine "période de décadence", la croissance du commerce mondial s'accélère. En ce qui concerne l'éclatement des unions douanières, citons le dossier consacré au GATT par "Le Monde" du 10/3/92. "Au regard des résultats chiffrés, ce triomphe est justifié : plus de 70% des échanges mondiaux sont soumis aux règles du GATT. Grâce à son action, en quarante-trois ans le niveau moyen des tarifs douaniers appliqués par les pays industrialisés est revenu de 40% à 5%, et le volume des échanges mondiaux a été multiplié par dix." Quant à la CEE, elle s'est agrandie, passant de 6 à 12 membres, et l'année 1993 devrait voir un approfondissement de leur coopération avec l'instauration du "marché unique". Ces tendances libre-échangistes n'excluent cependant pas le renforcement de tendances protectionnistes. (2)

La vision du CCI, comme celle de Bilan repose sur l'idée que les débouchés fournis par la production pré-capitaliste étant devenus pratiquement inexistantes depuis 1912, (dès 1912, le point culminant est atteint), la plus-value destinée à l'accumulation ne peut se réaliser en argent et donc la crise permanente accompagne la décadence du capitalisme. Il n'est donc pas étonnant de voir le CCI prévoir un effondrement imminent de la production. Le seul problème c'est que Bilan le faisait déjà il y a 60 ans, et Bilan pouvait toujours arguer d'une relative stagnation de la croissance de la production de la plus-value après 1929. Depuis le "pronostic" de 1972, en dépit de sa "crise permanente", la production capitaliste a battu de nouveaux records, même si elle a ralenti sa croissance, et connu de graves crises cycliques.

Selon l'ouvrage cité plus haut, qui reprend des travaux de Paul Bairoch, auteur qui a toutes les faveurs du CCI, en 1913 l'indice du PNB est de 430 pour les "pays développés" et 222 pour le "Tiers Monde". En 1980 le même indice est estimé à respectivement 3428 et 1227. En 1830 il est de 68 pour les pays développés et 151 pour le Tiers Monde. En 1860 l'indice est de 118 pour le monde développé et 162 pour le Tiers Monde. C'est aux alentours de 1880 que le PNB des pays développés dépasse celui du "Tiers Monde". En 83 ans (1830-1913) le PNB a été multiplié par plus de 6 pour les pays développés et dans le même temps il progressait de moins de 40% dans le "Tiers Monde". De 1913 à 1980, soit en moins de 70 ans, le PNB est multiplié par près de 8 dans les "Pays développés" et par plus de 5 dans le "Tiers Monde". Pour la période 1980-1991, la production marchande a continué de croître, seule l'année 1982 a été négative (-2%)(cf. tableau Le Monde du 10/3/92).

Où est donc la baisse de la valeur de la production ? Comment une telle accumulation a été possible, alors que les marchés solvables pour réaliser la plus-value ont, pour l'essentiel, disparus ?(3)

L'idée que la valeur de la production ne peut plus augmenter que dans des limites très étroites est tellement ancrée dans la vision du CCI qu'elle le pousse à écrire régulièrement un article sur la récession imminente. Comme la société bourgeoise est traversée régulièrement par des crises dont la tendance est de s'aggraver, il arrive au CCI que ses analyses coïncident effectivement avec une crise. Quand ce n'est pas le cas, on aboutit à des articles quelque peu "originaux". Par exemple en 1983, alors que la reprise de l'accumulation est largement amorcée dans les principaux pays où règnent les formes les plus développées de la production bourgeoise, le CCI écrit :

"Même à l'époque d'une crise historique du mode de production capitaliste qui pose l'alternative de la guerre impérialiste mondiale ou de la révolution prolétarienne comme seules sorties possibles de l'effondrement économique, le cours de la crise n'est jamais linéaire. La crise garde sa caractéristique d'avancer en zigs-zags, bien que fondamentalement elle tende à être toujours plus profonde. Par conséquent, la descente du mode de production capitaliste dans l'abîme de la dépression, n'est pas incompatible avec des reprises courtes, cycliques, limitées dans le temps et dans l'espace. De fait, l'économie américaine commence probablement déjà à faire l'expérience d'une telle reprise. Cependant, contrairement à la situation d'après 1933, lorsqu'il a été possible pour le capital de stimuler l'économie pour une période de cinq ou six ans à travers la consolidation du capitalisme d'Etat et une variété de politiques économiques keynésiennes, aujourd'hui de telles politiques, et par conséquent une reprise du même type, sont exclues."

(Revue Internationale n°35, 4ème trimestre 1983).

Pourtant la crise suivante n'éclate qu'au cours du second semestre 1990, et le cycle des années 1980 sera marqué par un relèvement du taux de croissance moyen et une durée du cycle plus longue qu'habituellement. Quant aux mesures de capitalisme d'Etat, elles sont plutôt en retrait dans cette période (dénationalisations, phénomènes de déréglementation et l'apothéose avec la crise du "socialisme"). Une phase d'expansion beaucoup plus longue que prévue, une phase d'expansion jugée impossible dans le "capitalisme décadent", est donc advenue. Et que dire des 30 années (1945-1975) où les crises de la production capitaliste ont été, en général, estompées.

On comprend ainsi que de telles théories poussent le CCI à prendre ses désirs, qui peuvent avoir un côté sympathique, pour des réalités. En 1985, alors que 1984 a été une année record, le CCI annonce "l'entrée dans la récession".

"La reprise américaine n'a pas été une reprise mondiale, elle aura été brève ; c'est en fait une reprise avortée.

Cette situation montre, par rapport aux années 70, une très forte dégradation de l'économie mondiale. Les USA sont aujourd'hui incapables de répéter ce qu'ils avaient pu faire dans le passé : relancer provisoirement l'économie mondiale, jouer le rôle de locomotive. (...)

(...) cette mesure ne peut être qu'un palliatif provisoire de plus, car c'est tout ce qui reste au capitalisme mondial : freiner de toutes ces forces l'arrivée de l'inéluctable, la plongée accélérée dans une récession comme l'humanité n'en a pas encore connue. (...)

(Revue Internationale n°42, 3ème trimestre 1985)

"La chute complète de l'illusion sur la possible reprise économique va montrer l'impasse du capitalisme à l'ensemble du prolétariat mondial. (...)

Le président Reagan ne restera certainement pas dans l'histoire comme le matamore qui a vaincu la crise, mais comme le président de la plus grande crise économique qu'ait connue le capital"

(Revue Internationale n°41, 2ème trimestre 1985)

Il faudra patienter encore 5 ans et attendre la présidence de Bush pour que la crise de 1990-1991 éclate et quelle que soit sa gravité, elle n'est pas la crise sans précédent du mode de production capitaliste.

Quand il ne fantasme pas, le CCI ment :

"Les effets de la reprise économique se sont à peine fait sentir sur l'économie européenne, alors que les pays sous-développés, ont continué à voir leur économie s'effondrer systématiquement (...) les pays sous-développés se sont toutes ces années enfoncés dans la récession sans issue pour en sortir."

(Revue Internationale n°42, 3ème trimestre 1985)

Même si ces tendances méritent d'être discutées en fonction des classes sociales et des régions, en fait, il faut attendre 1990 et 1991 pour voir une baisse du revenu réel par habitant depuis 1945 dans les "pays en voie de développement".

"En 1990, puis en 1991, le revenu réel *per capita* des pays en voie de développement a reculé de 0,2% de façon consécutive, ce qui constitue une "première" depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette contre-performance s'explique essentiellement par le recul de l'Afrique sub-saharienne (-2% en 1990 et -1% l'année suivante), par la baisse conjoncturelle encore plus marquée (-1,9% et -4,6%) des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord en raison des effets de la guerre du Golfe et par un effondrement catastrophique des pays de l'Est dont le revenu par habitant a chuté de 8,3% en 1990 et de 14,2% l'année suivante. Dans le même temps, l'Amérique latine, qui était encore dans le rouge en 1990, est passée du côté positif (+0,6%) tandis que l'Asie du Sud-est enregistrerait une croissance de revenu de 4,6% et 5,6% au cours des deux années."(cf Le Monde du 18 avril 1992, article consacré au rapport de la Banque Mondiale)

Enfin, la baisse du salaire réel est loin d'être aussi évidente que ne le pense le CCI. Si aux Etats-Unis, le salaire réel est resté stable, permettant une diminution du taux de chômage et la création de plusieurs millions d'emplois, en France, la création d'emplois est très faible mais le salaire réel augmente. Dans le numéro spécial de l'Expansion "1789-1989, nos révolutions" figure la courbe de progression du pouvoir d'achat du salaire du métallurgiste parisien de 1789 à 1987. Le salaire réel progresse de 1850 à 1913 de 0,8% par an en moyenne. Soit de l'indice 50 environ à l'indice 100 soit encore presque un doublement en 73 ans. En 1987 le salaire réel atteint l'indice 250. Le salaire réel a donc été multiplié par 2,5 en 74 ans, soit une augmentation plus rapide au cours du XXème siècle. Pour la période 1970-1987, le salaire passe de l'indice 160 environ à l'indice 250 soit un taux de croissance moyen de 2,6% par an. De 1980 à 1987 la croissance est plus lente (de l'indice 230 environ à 250) soit 1,2% par an environ (ce qui reste tout de même plus élevé que dans la "phase ascendante du capitalisme").

Un seul élément semble donner raison au CCI, c'est l'existence d'un taux de chômage important. En valeur absolue, c'est le chômage le plus important de toute l'histoire de la production capitaliste, en pourcentage de la population active c'est également le cas

(mais pas en pourcentage par rapport au travail salarié). Le seul inconvénient de cet argument c'est que chômage croissant et accumulation du capital ne sont pas antagoniques mais peuvent être des corollaires. Ce n'est donc pas un argument suffisant pour parler de crise. La démonstration éclatante en a été fournie par Marx dans la septième section du livre I du capital auquel nous renvoyons le lecteur et qui conclut :

" La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. *Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force de travail, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse.* Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. *Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste.* L'action de cette loi comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières"

(Marx, Capital L.I p. 1162, La Pléiade, souligné par Marx)

Bilan n'est pas exempt des mêmes illusions. La seule différence avec le CCI c'est qu'il pouvait s'imaginer que les faits allaient dans son sens, et que 60 ans plus tard, seule une secte illuministe peut encore soutenir un tel point de vue. Bilan ne dit-il pas que le "chômage permanent", expression d'une surpopulation ouvrière relative et constante est un phénomène spécifique du capitalisme décadent. Nous avons vu en suivant Marx, la pauvreté théorique d'une telle affirmation. D'autre part, du simple point de vue des faits, elle s'est révélée fautive, l'après seconde guerre mondiale a connu un taux de chômage très faible qui faisait dire aux imbéciles que désormais le plein-emploi était garanti. Depuis, nous l'avons dit, des records inverses sont tombés, mais ni les faits, ni la théorie ne s'accordent avec les visions décadencistes, qu'elles soient de Bilan ou du CCI.

Bilan et le CCI n'ont pas pour autant une vue des choses identiques sur tous les plans. Au delà du fond commun on peut noter chez Bilan une volonté de concilier beaucoup plus les points de vue de Marx et de Lénine avec sa vision luxemburgiste. Il en va ainsi du concept de "Capital Financier" que Bilan, sans verser entièrement dans les positions léninistes, reprend à son compte sous une certaine forme (cf P386).

De telles conceptions qui hypostasient une forme spécifique du capital ou édulcorent la domination du capital industriel, qu'elle se manifeste dans la production ou la circulation de la valeur et de la plus-value, en viennent à masquer le but de la production capitaliste, la production du maximum de plus-value. Pour Marx, la phase de soumission formelle du travail au capital, dont la forme de production dominante de plus-value est la plus-value absolue, repose sur la domination du capital commercial, tandis que le mode de production capitaliste le plus achevé, la phase de soumission réelle du travail au capital qui, après avoir conquis l'Angleterre, s'étend aux autres pays du monde à partir du XIXe siècle, repose sur la domination du capital industriel et la production de plus-value relative.

Bilan s'efforce également de ne pas trop s'éloigner de la perspective de Marx concernant la baisse du taux de profit, tout comme de son importance dans le processus d'exportation des capitaux. Bilan n'hésite pas non plus à se rapprocher de Lénine, pas forcément à bon escient (cf. critique d'Invariance n°6), sur ce sujet. Nous sommes relativement loin du CCI

Dans un ordre d'idées proche, Bilan reconnaît l'existence d'une aristocratie ouvrière, en la justifiant dans la pure tradition léniniste, alors que ce concept est violemment rejeté par le CCI, en dépit de son origine marxienne, contrairement aux affirmations de certains sophistes. Chez Marx, il est d'ailleurs beaucoup plus riche que chez Lénine et le mécanisme de la corruption de la classe ouvrière par l'augmentation du salaire réel, y fait l'objet d'analyses plus conséquentes (cf. CouC N°6)

Par ailleurs, on notera que Bilan se rallie au point de vue de Rosa Luxemburg sur le rôle du militarisme dans l'accumulation, tandis que le CCI développe des points de vue plus "personnels" sur cette question. On trouvera dans CouC N°22 une critique de l'un et l'autre point de vue.

Autre différence importante, le lecteur sera ravi d'apprendre que dès 1934, le capitalisme était en décomposition tandis que le CCI attendra la fin des années 1980 pour en arriver à cette même conclusion en la taxant de situation inédite ou de phase ultime de la décadence. En fait nous avons affaire à un courant de pensée qui n'en finit pas de se décomposer et qui dans sa phase actuelle est tellement chaotique, qu'il lui faut délivrer un message incantatoire pour préserver la secte.

---

#### Notes

(1) Ces années vont être qualifiées par le CCI, "années de vérité"

(2) : Ces derniers chiffres reposent uniquement sur le commerce de marchandises. Il ne tient donc pas compte des services qui occupent une part importante dans les échanges et qui jouent un rôle plus important qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Par exemple le tourisme occupe 12% du PIB mondial.

Ce défaut du raisonnement tourne systématiquement à l'erreur théorique et pratique dans le CCI et de nombreux membres du milieu communiste. Quand le CCI (Mais on pourrait également citer Programme Communiste ou le Mouvement Communiste) privilégie la production industrielle pour analyser l'évolution de la production capitaliste, ils se lient pieds et poings aux nomenclatures mises en place par la bourgeoisie et qui ne recourent en aucun cas des notions scientifiques. En ne comptant que la production industrielle on ne tient pas compte de la production agricole ni des services qui occupent une part croissante du PIB. Par la même occasion on minimise l'importance des progrès du mode production capitaliste. Pour autant que l'on s'imagine que seule cette production recouvre le travail productif on véhicule ainsi plusieurs illusions.

sans vouloir les classer une telle perspective implique

1) Une assimilation de la marchandise à la chose tangible. Cette conception a été dénoncée par Marx qui critique Smith sur ce sujet. (P.184-185 Théories sur la plus-value T.1, Marx, Editions Sociales)

2) D'ignorer qu'il y a également une production de marchandises dans l'agriculture et dans certaines branches des services. Il reste aussi à vérifier si l'énergie est bien incluse dans la production industrielle.

3) d'ignorer qu'une partie croissante des travailleurs de l'industrie est improductive tout comme une masse croissante des travailleurs des autres secteurs est productive.



4) d'ignorer que les marchandises ne sont pas vendues à leur valeur mais à leur prix de production. En supposant que l'analyse initiale soit bonne, à savoir que seule l'industrie soit productive, il y aurait des transferts de plus-value vers les autres secteurs, si bien que pour recomposer l'ensemble de la valeur et de plus-value sociales il faudrait additionner l'ensemble des secteurs. Non seulement le petit milieu révolutionnaire bousille la théorie révolutionnaire mais sa pensée est suffisamment confuse pour n'écrire que des incohérences.

(3)"(...), nous pouvons voir la validité de la définition de Luxemburg. Elle nécessite seulement d'être modifiée dans la mesure où aujourd'hui, les politiques impérialistes de conquête et de domination sont déterminées par la quasi complète disparition d'un marché extérieur, au lieu d'être une lutte directe pour des vestiges pré-capitalistes. Il est important de souligner un changement global dans l'évolution du capitalisme mondial - l'épuisement des marchés extérieurs - qui pousse chaque fraction particulière du capital à se comporter de façon impérialiste."

**(Revue Internationale n°19, 4ème trimestre 1979, p.16)**